



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL
MINISTÈRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DES MINISTÈRES CHARGÉS
DES AFFAIRES SOCIALES

**Direction des ressources humaines
DRH**

**Sous-direction du pilotage des
ressources, du dialogue social et du
droit des personnels**
Bureau de l'animation du
dialogue social

Affaire suivie par : Odile Chambon
Courriel : odile.chambon@sg.social.gouv.fr
Tél : 01.44.38.36.49

Paris, le 14 octobre 2015

Le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
à

Monsieur le Secrétaire Général des ministères
chargés des affaires sociales
Monsieur le chef du service de l'Inspection
générale des affaires sociales,
Monsieur le chef du service de l'Inspection
générale de la jeunesse et des sports,
Messieurs les délégués interministériels,
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux,
directeurs, délégués et chefs de service de
l'administration centrale,
Madame et Messieurs les préfets de région
(directions régionales de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale),
Mesdames et Messieurs les préfets de département
(directions départementales interministérielles en
charge de la cohésion sociale),
Mesdames et Messieurs les directeurs
d'établissement public.

**NOTE DE SERVICE N°DRH/SD1B/2015 du 14 octobre 2015 relative au congrès national du Syndicat
de l'encadrement de la jeunesse et des sports - UNSA (SEJS-UNSA).**

Le congrès annuel du Syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS-UNSA) a décidé de reporter son congrès annuel, pour 2015, initialement prévu du jeudi 24 septembre au samedi 26 septembre, à l'ENSM/ENSA de CHAMONIX, au 25 et 26 novembre 2015 inclus.

Il sera précédé d'une réunion de son bureau national le mardi 24 novembre après-midi.

Nous vous rappelons qu'en application de l'article 13 du décret n° 82-447 modifié du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique, des autorisations spéciales d'absence sont accordées, sous réserve des nécessités du service, aux représentants des organisations syndicales qui sont mandatés pour assister aux congrès syndicaux ou aux réunions de leurs organismes directeurs, dont ils sont membres élus ou pour lesquels ils sont nommément désignés conformément aux dispositions des statuts de l'organisation.

La durée des autorisations spéciales d'absence accordées à un même agent, au cours d'une année, ne peut excéder dix jours dans le cas de participations aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations de syndicats non représentés au conseil commun de la fonction publique. Les mêmes droits sont ouverts pour les syndicats nationaux qui leur sont affiliés.

Cette limite est portée à vingt jours par an lorsque l'agent est appelé à participer aux congrès ou aux réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales, ou aux congrès et aux réunions des organismes directeurs des unions, fédérations ou confédérations représentées au conseil commun de la fonction publique (CGT-CFDT-FO-UNSA-FSU-Solidaires-CFTC-CGC). Les mêmes droits sont ouverts pour les syndicats nationaux qui leur sont affiliés. Tel est le cas du syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS-UNSA).

L'administration a la possibilité de refuser d'accorder une autorisation spéciale d'absence si l'absence de l'agent est de nature à perturber très gravement le fonctionnement du service. Ce type de refus doit cependant garder un caractère exceptionnel. Dans ce cas, l'administration doit se prononcer rapidement.

Enfin, en application du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, l'administration ne prend pas en charge les frais de déplacement et de séjour exposés par les représentants syndicaux à l'occasion de leurs activités syndicales.

Pour le ministre et par délégation,
la sous-directrice du pilotage des ressources,
du dialogue social et du droit des personnels


Marie-Françoise LEMAÎTRE